Saint-Laurent-la-Gâtine : finances de la commune

Commune · Eure-et-Loir (28) · 468 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Saint-Laurent-la-Gâtine affichait un encours de dette de 415 k€, soit 886 € par habitant, une épargne brute égale à 13,4 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 12,4 ans.

Dette par habitant
886 €
415 k€ au total

Capacité de désendettement
12,4 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
13,4 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
459 € / hab.
215 k€ au total

Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	459 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	28,2 %	130 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	13,4 %	71 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	886 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	385 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	389 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 867 k€ en 2018 à 415 k€ en 2025 (-52,2 %). Valeur la plus basse : 42 k€ en 2022.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	867 k€	44,9 %	5,2 ans	63 k€
2019	822 k€	29,2 %	10,2 ans	94 k€
2020	811 k€	-67,1 %	—	121 k€
2021	54 k€	24,6 %	0,9 ans	65 k€
2022	42 k€	51,4 %	0,2 ans	209 k€
2023	320 k€	17,3 %	7,7 ans	295 k€
2024	444 k€	23,1 %	7,5 ans	695 k€
2025	415 k€	13,4 %	12,4 ans	180 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saint-Laurent-la-Gâtine	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	886 €	573 €	+54,5 %
Impôts locaux par habitant	389 €	447 €	−13,1 %
Frais de personnel par habitant	130 €	232 €	−44 %
Investissement par habitant	385 €	183 €	+110,4 %
Taux d'épargne brute	13,4 %	16,3 %	
Capacité de désendettement	12,4 ans	4,6 ans	

Jumelles : Génicourt (95), Hadancourt-le-Haut-Clocher (60), Lurcy (01), Moras (38), Bazus (31), Colligny-Maizery (57), Chambœuf (21), Villers-en-Arthies (95), Cobrieux (59), Bouville (91). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	455	468	+2,9 %	−0,3 %
Dette par habitant	1 808 €	886 €	−51 %	−28,6 %
Impôts locaux par habitant	349 €	389 €	+11,4 %	+18,3 %
Frais de personnel par habitant	113 €	130 €	+14,7 %	+15,5 %
Taux d'épargne brute	29,2 %	13,4 %	−15,7 points	−4,2 points
Capacité de désendettement	10,2 ans	12,4 ans	+2,2 ans	−0,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 409 €		1 468 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saint-Laurent-la-Gâtine	Comparaison
Habitants (2023)	470	+4,9 % depuis 2012 (département : +0,2 %)
65 ans ou plus (2023)	20 %	département : 21,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,1 pour 100 habitants	département : 4
Salariés du secteur privé (2025)	7	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

220 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 50 emplois, soit 20 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	1,6 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	12,9 %	5,9 %	6,6 %	44,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10,7 %	14,9 %	20,1 %	11,1 %
Professions intermédiaires	34,8 %	27 %	26,4 %	11,1 %
Employés	26,3 %	26,8 %	26,1 %	11,1 %
Ouvriers	15,2 %	23,8 %	19,5 %	22,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Centre-Val de Loire

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	20 860	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	16 010	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	15 790	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	15 770	1,5 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	15 490	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	15 300	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	14 430	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	14 310	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	14 110	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	13 050	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 010	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 430	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Eure-et-Loir (28)) : 10 506 au moins, dont 43,3 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	760	53,9 %
Agents d'entretien de locaux	442	34,2 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	413	48,2 %
Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles	315	96,2 %
Serveurs de cafés restaurants	308	30,8 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	269	37,9 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	264	14 %
Aides-soignants	251	50,2 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	249	16,1 %
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	247	0 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Saint-Laurent-la-Gâtine
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	221 k€ pour 9 projets
Par habitant	472 € (communes de même taille : 215 € ; département : 151 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	21,5 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DSIL	Travaux de restauration de l'eglise - tranches 4-5	50 000 €
2023	DSIL	Réfection de la toiture de l’Église -Tranche 3	25 400 €
2023	DETR	Isolation extérieur de la façade Nord et Ouest de la cantine et pose de 9 panneaux solaires	9 526 €
2025	DETR	Realisation d'un abri-velos et pose d'arceaux support pour favoriser l'utilisation du velo des l'ecole ainsi que le covoiturage en liaison avec le parking de la mairie a proximite et le velotourisme.	4 500 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.